



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMPOST VAL D'EUROPE (ex SEVER)

Le clos des Haies st Eloi
77144 Chalifert

Références : E/24- 1592
Code AIOT : 0006500720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 juin 2024 dans l'établissement COMPOST VAL D'EUROPE (ex SEVER) implanté Lieudit les Pendants 77700 Coupvray. L'inspection a été annoncée le 27 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPOST VAL D'EUROPE (ex SEVER)
- Lieudit les Pendants 77700 Coupvray
- Code AIOT : 0006500720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPOST VAL D'EUROPE exploite une plateforme de regroupement, de tri et de transformation de bois et de déchets verts, une déchetterie professionnelle et d'une installation de valorisation de terres sur la commune de Coupvray (77700).

Ces activités relèvent :

- du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2791-1 et de la rubrique n° 2780-1-b,

de la rubrique n° 2794-1, de la rubrique n° 2714-1 et de la rubrique n° 2260-1-a,

- du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2515, des rubriques n° 2710-1-b et 2710-2-b, de la rubrique n° 2171 et de la rubrique n° 1532-3.

La société CVE est autorisée à exploiter ses installations par l'arrêté préfectoral n° 2022-55/DCSE/BPE/IC du 21 décembre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification du champ de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.6.1.	Demande d'action corrective	2 mois
2	Eaux pluviales de la zone de stockage du bois de déchetterie (AB)	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.3.5.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Eaux pluviales de l'ensemble de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.3.6.	Demande d'action corrective	2 mois
4	Eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.3.7.	Demande d'action corrective	2 mois
5	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 7.7.3.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le propriétaire des parcelles du site a mis fin au contrat de location le 31 décembre 2023.

Dans l'attente de la conclusion d'une procédure engagée contre son propriétaire, l'exploitant a fortement réduit l'activité et les stocks de son installation.

Suite à la visite d'inspection du 12 juin 2024, l'inspection des installations classées a relevé la nécessité de transmettre un dossier de porter-à-connaissance décrivant les modifications apportées aux conditions d'exploitation de la plateforme, en particulier les points suivants :

- la gestion des eaux pluviales de la zone de stockage du bois de déchetterie (AB),
- le dimensionnement de la gestion de l'ensemble des eaux pluviales de la plateforme,
- le dimensionnement de la capacité de la rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie,
- une étude concernant le positionnement des réserves incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du champ de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.6.1.
Thème(s) : Situation administrative, Modifications et cessation d'activité
Prescription contrôlée :
En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de

l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Pour les installations soumises à déclaration pour lesquelles l'activité en question passerait de facto sous le seuil de la déclaration, seules une demande de modification par l'exploitant et une réponse actant du changement par le préfet, exonèrent l'exploitant de son obligation de respecter les prescriptions applicables à ces installations soumises à déclaration.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que certaines activités ne sont pas ou plus exploitées sur le site, comme l'activité de compostage (rubrique n° 2780), l'activité de déchetterie (rubriques n° 2710), l'activité de criblage de terres (rubrique n°2515).

L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance concernant toutes les modifications des activités, des quantités traitées ou de l'installation, en adéquation avec la nature et les volumes d'activité actuellement exploitées dans l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Eaux pluviales de la zone de stockage du bois de déchetterie (AB)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.3.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Type d'effluents collectés

Prescription contrôlée :

Les eaux de la zone de stockage du bois de déchetterie sont récupérées et acheminées vers un bassin tampon étanche de 158 m³. Elles transiteront par un décanteur-déshuileur avant de rejoindre le bassin de stockage.
[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les eaux pluviales de la zone de stockage du bois de déchetterie sont récupérées avec l'ensemble des eaux pluviales de la plateforme et sont acheminées vers un premier bassin de décantation et se déversent par un trop-plein dans un 2^e bassin de stockage.

Les eaux ne transitent pas par un décanteur-déshuileur.

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de la modification du mode de fonctionnement de la récupération et du traitement des eaux de la zone de stockage du bois

de déchetterie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Eaux pluviales de l'ensemble de la plateforme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.3.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Type d'effluents collectés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales du reste du site sont récupérées et acheminées soit par accodrain puis canalisation, soit par les noues étanches vers un premier bassin étanche qui permet une première décantation des eaux. De ce bassin, les eaux s'écoulent vers un second bassin étanche où les eaux sont stockées avant d'être réutilisées. [...]</p> <p>Les eaux de ce bassin sont pompées pour être utilisées dans l'arrosage des pistes et des andains.</p> <p>Le trop-plein de ce bassin est raccordé à un bassin de stockage supplémentaire dans lequel sont aussi stockées les eaux pluviales de la zone de stockage du bois de déchetterie après traitement. La capacité de rétention des eaux pluviales représente un volume total d'au moins 2 850 m³. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'ensemble des eaux pluviales du site sont récupérées par écoulement gravitaire dans un premier bassin étanche qui permet la décantation des eaux.</p> <p>Ce bassin est raccordé à un deuxième bassin de stockage.</p> <p>La capacité de rétention de ces deux bassins ne représente pas un volume total d'au moins 2 850 m³.</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées une nouvelle étude concernant le dimensionnement du volume nécessaire à la rétention de l'ensemble des eaux pluviales au regard de la modification des activités du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Type d'effluents collectés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont recueillies dans les bassins de stockage des eaux pluviales. Elles seront collectées via le réseau de gestion des eaux. Le cas échéant, un système de vannes permet d'obturer la connexion entre le bassin de collecte des eaux pluviales et le réseau public ou le milieu naturel.</p>

[...]
Constats : Les eaux d'extinction d'incendie sont recueillies dans les deux bassins de stockage des eaux pluviales à la place des quatre bassins prévus par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant doit justifier du dimensionnement suffisant de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 7.7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • en limite Est du site, de deux réserves d'eau d'extinction sous la forme d'une poche souple d'au moins 120 m³ chacune et munies d'une plateforme d'aspiration de 32 m² chacune matérialisées au sol, associées chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NF S 61-703) conforme, dont la coquille est orientée en positions haute et basse (NF S 61-706), • à proximité de la déchetterie professionnelle, d'une réserve d'eau d'extinction sous la forme d'une poche souple de 240 m³ munie de deux plateformes d'aspiration de 32 m² matérialisées au sol et associées chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NF S 61-703) conforme, dont la coquille est orientée en positions haute et basse (NF S 61-706).
[...]
L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est équipé de 3 trois réserves d'eau d'extinction : <ul style="list-style-type: none"> • deux bâches souples de 120 m³ au niveau de la plateforme de broyage et de stockage, • une bâche souple de 120 m³ à proximité des locaux et du pont bascule en remplacement de la réserve de 240 m³, la déchetterie n'étant pas mise en activité. L'inspection des installations classées a constaté que la distance entre une des réserves incendie et d'un tas de stockage de bois n'était pas suffisante. À la suite de l'inspection, l'exploitant a déplacé ce stockage de bois à une distance d'au moins 10 mètres de la réserve et a transmis un justificatif.

Néanmoins, l'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées une étude concernant le positionnement des réserves incendie au regard des effets du scénario d'un éventuel incendie sur les stockages de bois de la plateforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

